



Montée de sève chorégraphique à Genève

A l'heure où le festival Antigél se déploie dans la cité suisse, les Journées de danse contemporaine sont l'occasion, pour les artistes helvètes qui cherchent à s'exporter, de se faire connaître



«Element III - Blazing Wreck», de Cindy Van Acker et le Ballet du Grand Théâtre de Genève.



Effervescence maximale, mercredi 1^{er} février, dans le grand hall de la salle du Faubourg pour l'ouverture des Journées de danse contemporaine suisse qui ont lieu jusqu'au samedi 4 février. Deux cent dix programmateurs venus de trente-cinq pays, plus

d'une centaine de danseurs et chorégraphes se serrent les coudes dans un brouhaha de volière. Les discussions s'enflamment, les rendez-vous se bousculent, le grand ballet du marché international de l'art chorégraphique met le turbo.

Cette plaque tournante de la diffusion, manifestation biennale lancée en 1997, est pilotée par Reso, organisme de promotion. Une vingtaine de spectacles, sélectionnés sur cent quarante par un jury de cinq professionnels,

sont présentés. « Cette opération a exigé trois ans de travail, glisse Claude Ratzé, directeur de l'ADC, association pour la danse contemporaine à Genève, qui la coordonne. Les chorégraphes helvétiques tourment peu à l'échelon national en raison des différences culturelles entre la Suisse romande et alémanique et du fait aussi qu'il n'y a pas de politique générale pour les soutenir. Trois lieux sont uniquement consacrés à la danse contemporaine dans

un contexte où les théâtres sont peu pluridisciplinaires. Il est donc vital que les artistes puissent être vus à l'étranger. Mais ce sont eux qui doivent se démener pour assurer leur diffusion. »

Et se démener, ils savent le faire. Parmi la jeune génération régulièrement programmée en France, Perrine Valli et Ioannis Mandafounis, respectivement âgés de 36 et 35 ans, sont sur les rangs pour évoquer leurs nouvelles productions. « Il est très important pour moi d'être à l'affiche en dehors de la Suisse, affirme la

première. Une fois que j'ai fait mes huit dates à Genève, je n'ai pas d'autres ouvertures. Si les conditions de travail sont très confortables ici, il faut savoir sortir du pays pour avoir une visibilité ailleurs. » Même ton chez Mandafounis. « Ces Journées sont une course contre la montre pour discuter avec les directeurs de théâtre, s'exclame-t-il. La danse est aussi un marché. J'additionne près de quatre-vingts représentations par an dans le monde entier. Il faut que ça continue ! »

Perrine Valli, franco-suisse, et Ioannis Mandafounis, grecosuisse, témoignent, chacun à sa façon, de l'identité remuante du made in Switzerland. La première s'est formée à Lyon, à Toulouse et à Londres, puis a vécu de 2006 à 2015 entre Paris et Genève, avant de choisir la cité genevoise. Le second, qui a navigué depuis l'enfance entre la Grèce, la Suisse et la France, en passant par l'Allemagne où il a été interprète entre 2005 et 2009 de William Forsythe, alors installé à Francfort, a aussi élu Genève en 2009. « Ici, j'ai pu enfin avoir une administratrice, structurer ma compagnie et développer ma recherche », glisse-t-il, visiblement heureux.

Partir pour mieux revenir et s'envoler de nouveau. Les chorégraphes helvétiques ne lâchent

L'ABSENCE DE FORMATION EN DANSE CONTEMPORAINE A OBLIGÉ LES INTERPRÈTES À ALLER FAIRE LEURS APPRENTISSAGES AILLEURS

pas leur valise. Depuis le début des années 1980, l'absence de

formation en danse contemporaine a obligé les interprètes à aller faire leurs apprentissages ailleurs. Parmi les têtes d'affiche, Foofwa d'Immobilité a collaboré avec l'Américain Merce Cunningham, à New York, avant de retrouver sa base natale. Thomas Hauert a étudié à Rotterdam et travaille à Bruxelles depuis 1991. Il est revenu lui aussi au pays en 2014 pour y créer une formation spécifique, à l'enseignement de l'école de théâtre La Manufacture, à Lausanne. « Vous rendez-vous compte qu'il a fallu attendre longtemps pour proposer une filière danse digne de ce nom ? s'exclame Claude Ratzé. Les premiers étudiants sortent cette année avec leur diplôme. »

UN ART VULNÉRABLE

L'identité de la scène chorégraphique suisse relève d'une histoire complexe et savoureuse qui croise les influences et les cultures. Le livre, attendu car comblant un gouffre éditorial, intitulé *La Danse contemporaine en Suisse, 1960-2010. Les débuts d'une histoire* (Ed. Zoe, 368 p., 22,90 euros), coécrit par Anne Davier et Annie Suquet, met en avant les batailles et stratégies imaginées des années 1960 jusqu'à aujourd'hui pour dégager une place viable à cet art vulnérable. Si le fond d'écran des années 1970 est différent selon les régions – classique en Suisse romande et expressionnisme en Suisse alémanique –, le jazz surgit comme tronc commun pour y accrocher liberté et goût pour l'improvisation, en semant les graines de l'invention gestuelle d'aujourd'hui.

« Le chemin n'a pas été facile pour sortir d'une certaine marginalité, pointe Davier et Suquet dans l'introduction de l'ouvrage. La génération des années 1980 s'est battue pour accéder à la visibilité face à une absence presque totale de structures... Jusqu'en 1990, des luttes collectives ont mobilisé les



danseurs pour la reconnaissance de leur métier, la conquête de lieux de travail et de soutiens financiers des pouvoirs publics...» Avec des installations d'artistes dès les années 1980 dans les squats comme celui de Rhino.

Selon Perrine Valli, aujourd'hui la communauté est devenue «plus individualiste», mais reste «très bienveillante et douce». Véritable

**« NOUS SOMMES
DES BOSSEURS,
DES BRICOLEURS,
AVEC UN CÔTÉ
FAIT MAISON »**

IOANNIS MANDAFOUNIS

chorégraphe gréco-suisse

auberge espagnole, elle rassemble, aux côtés de Gilles Jobin, Nicole Seiler, Tabea Martin, des artistes identifiés «helvétiques» originaires de tous les pays, comme l'Espagnole Maria Ribot, l'Allemand Marco Berrettini, la Belge Cindy Van Acker. Quid alors d'une identité esthétique suisse? Hypothèse: elle réside peut-être dans une recherche pointue, tendue même, avec un penchant pour certains à la sobriété visuelle. «Et même quelque chose d'horloger dans la fabrication, ajoute, amusé, Claude Ratzé. Nous n'aimons pas

la facilité et le public non plus.»

«Nous sommes des bosseurs, des bricoleurs, très attachés aux détails, avec un côté fait maison, relance Ioannis Mandafounis. Nous n'avons pas envie de devenir stars, et je crois que c'est impossible ici. Nous faisons plutôt des petits formats avec des styles différents et trouvons chacun des solutions pour travailler.»

Au regard des grosses institutions, la danse contemporaine reste une enclave. Les rapports avec le Bêjart Ballet Lausanne, depuis l'arrivée de Maurice Béjart, en 1987, par ailleurs très mal accueilli au départ, sont «parcimonieux», selon Claude Ratzé. En revanche, la relation avec le Ballet du Grand Théâtre de Genève, sous la direction de Philippe Cohen, a connu, le 1^{er} février, une soirée d'ouverture d'exception. Cindy Van Acker a mis en scène les vingt-deux interprètes de cette troupe classique de haut vol devant un public enthousiaste, celui des professionnels, mais aussi des spectateurs du festival pluridisciplinaire Antigel, qui croise musique (Andy Shauf, François and The Atlas Mountains...) et chorégraphie en soutenant ces Journées de danse contemporaine suisse. ■

ROSITA BOISSEAU

*Festival Antigel,
jusqu'au 19 février.
Antigel.ch*



L'époque des squats n'est plus qu'un souvenir

Les années 1990 avaient vu fleurir les communautés d'artistes dans les logements vacants

Dans les années 1990, Genève comptait 160 logements occupés illégalement, qui ont favorisé l'émergence d'une scène alternative. Mais, avec la pression immobilière et la répression politique, cette époque est révolue. Les touristes peuvent partir sur les traces des nombreux squats qu'a abrités la ville pendant deux décennies dans les pas de Marie-Hélène Grinevald, alias Marylou, qui assure la visite. La balade démarre sur la Plaine de Plainpalais et se termine rue Prévost-Martin.

Au lieu des boutiques branchées que l'on y voit aujourd'hui, cette artère accueillait de multiples squats, dont un abritait le fameux bar gay et lesbien Chez Brigitte. Au-delà de l'anecdote, la promenade est l'occasion, pour la guide, de rappeler l'ampleur du phénomène, qui concernait quelque 2000 personnes. Dont Marie-Hélène Grinevald. Elle a vécu d'abord gratuitement avenue du Mail, au numéro 10, puis dans le squat du Conseil général, surnommé le «CG», pendant quatre ans. «C'était la belle époque, se souvient-elle, même si vivre dans ces conditions n'était pas une sinécure, entre les policiers qui voulaient nous expulser et les autres squatteurs qui

pensaient que tout était permis...» La police cantonale, qui tient le registre des lieux occupés illégalement, confirme qu'il n'y a plus aucun squat à Genève. Le dernier à avoir été fermé est celui qui était situé rue de l'Avenir, aux Eaux-Vives, en 2015.

Des contrats de confiance

Comme ailleurs en Europe, le mouvement a commencé dès les années 1970. Le contexte est favorable: la ville compte de nombreux logements vides et en mauvais état. Les squatteurs défendent leur «droit à la ville» et tentent contre la spéculation immobilière. Plusieurs personnalités, comme le philosophe Denis de Rougemont, les soutiennent. «Et surtout, ils sont protégés par un procureur de gauche, Bernard Bertossa, qui adopte une politique de tolérance», explique le sociologue Luca Pattaroni, spécialiste du sujet. *Il ne légalise pas les squats, mais refuse de les évacuer tant que les propriétaires ne présentent pas un projet viable de rénovation.»*

D'abord réduit aux logements appartenant à la municipalité, le squat s'étend au parc privé, avec des contrats de confiance qui sont signés entre les propriétaires et les squatteurs. Ce système favorise l'émergence d'une contre-culture dans l'une des villes les plus riches

d'Europe. Le metteur en scène Omar Porras joue ses premières pièces de théâtre dans les squats, tandis qu'au Rhino, à deux pas de l'université, les concerts se multiplient et que le Bistr'ok, où la bière est bon marché, ne désemplit pas.

Cet état de grâce s'achève au début des années 2000. «Avec la baisse des taux d'intérêt et le retour des investisseurs, on assiste alors à une coalition de croissance», rappelle Luca Pattaroni. *Les projets immobiliers sont sériex et la justice ne peut plus empêcher les expulsions, d'autant que le nouveau procureur général, Daniel Zappelli, élu en 2002, est de droite. Le tribunal se met à condamner les squatteurs.»*

«Aujourd'hui, politiquement, le squat n'est plus un sujet, c'est un souvenir», affirme Morten Gisselbaek, élu municipal de la coalition Ensemble à gauche. *Cela me rend triste car il s'agissait d'espaces de liberté qui ont disparu, même si une partie du mouvement alternatif a été institutionnalisée.»* Certains squatteurs ont, en effet, créé des coopératives d'habitation pour les plus précaires ou des associations culturelles dont la survie dépend des subventions. D'autres sont partis à Lausanne, où certains squats subsistent. ●

MARIE MAURISSE